

OPPOSITION DÉPARTEMENTALE

RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES

Solidarité en berne en Essonne

Fermeture programmée de plusieurs Maisons Départementales des Solidarités, coups de rabot sur des dispositifs sociaux, stigmatisation des allocataires du RSA... c'est le triste bilan de la majorité en matière de solidarité en cette rentrée.

La majorité a mis fin en mars 2018 à un dispositif extra-légal en faveur des personnes handicapées hébergées dans un établissement spécialisé, habilité à l'aide sociale. Ce dispositif permettait la prise en charge des frais des vacances organisées par un organisme agréé, dans la limite de 35 jours/an et du prix de journée de l'établissement d'accueil.

Le dispositif aidait 200 bénéficiaires, et représentait une dépense maximum de 2 500 € par personne.

La droite essonniennne a également supprimé une disposition extra-légale permettant de laisser mensuellement à la disposition des personnes âgées 6,83 € en plus de "l'argent de poche légal" auquel elles peuvent prétendre lorsqu'elles sont hébergées en établissement.

Cette aide était distribuée à 1 100 personnes (dont 458 disposant du minimum d'argent de poche légal, soit 96 €) et représentait une charge annuelle pour le département de seulement 90 000 €.

Suite à des changements survenus dans la loi en 2003, la Gauche essonniennne avait aussitôt créé une allocation différentielle, l'APA+, destinée à ne pas pénaliser les

bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (destinée aux personnes âgées de 60 ans et plus en perte d'autonomie). L'Essonne était ainsi le seul Département à décider d'une aide supplémentaire afin d'assurer un budget décent à nos aînés.

En 2015, alors que 548 personnes âgées en perte d'autonomie bénéficiaient encore du dispositif pour un montant mensuel moyen de 98,48 €, la droite essonniennne a fait le choix de le supprimer pour une économie annuelle évaluée à 550 000 €.

Depuis 2015, une communication intensive est faite par la majorité sur le contrôle des supposés fraudeurs du RSA. Pourtant, 3 ans après et de l'aveu même de la majorité, le résultat est bien maigre. En revanche, la stigmatisation est bien réelle !

La fermeture engagée de plusieurs Maisons départementales des Solidarités est un coup dur pour des milliers d'Essonniens parmi les plus fragiles et les plus modestes qui voient disparaître un service public de proximité essentiel. Éloigner les guichets sociaux dissuade les plus vulnérables qui verront de fait leur situation se dégrader. La majorité départementale écarte le département de sa vocation première : l'action sociale et la solidarité.

Nous demandons à la majorité de cesser cette politique dogmatique et, alors que les finances du département sont en amélioration, de renouer avec la solidarité.

GROUPE RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES

01 60 91 90 93 / Pour suivre l'actualité des élus de ce groupe : www.RGE91.fr
Suivez-nous également sur twitter et facebook : @groupeRGE91
Damien ALLOUÏCH, Hélène DIAN, Annick DISCHBEIN, Jérôme GUEDJ, Anne LAUNAY, Frédéric PETITTA, Stéphane RAFFALLI, Marjolaine RAUZE, Rafika REZGUI, David ROS.

TENIR NOS ENGAGEMENTS

Si l'on veut baisser les impôts du Département, cela passe certes par des économies mais pas au détriment de la qualité du service public. En cette rentrée, ce ne sont pas moins de 60 000 élèves qui ont intégré les 100 collèges du département au sein desquels 1 135 agents du Conseil départemental exercent au quotidien avec dévouement et compétence pour l'immense majorité. La mutualisation annoncée des agents de maintenance doit leur permettre de travailler plus efficacement et de façon plus épanouissante. Pour autant, il nous semble nécessaire que cette réorganisation passe par une phase d'expérimentation pour répondre aux attentes des parents d'élèves et des principaux.

GROUPE TENIR NOS ENGAGEMENTS

01 60 91 90 69 / grpe.tenirnosengagements@gmail.com
Pascal PICARD, Christine RODIER, Georges TRON.

MAJORITÉ DÉPARTEMENTALE

ENSEMBLE POUR L'ESSONNE

Le Département de l'Essonne innove et va plus loin pour votre sécurité

La majorité départementale a initié par sa délibération du 26 septembre 2016 la première étape d'une politique de prévention et de sécurité sur le territoire. Cette démarche pour un Conseil Départemental était à la fois novatrice, transversale et concrète, s'inscrivant dans une volonté de répondre aux besoins de sécurité des Essonniens sur l'ensemble du département.

En matière de sécurité civile, le Département est d'ores et déjà un acteur majeur avec des actions telles que le financement à plus de 99% du Service départemental d'incendie et de secours, la participation au projet de nouvelles casernes et au soutien de l'investissement de matériel, le déploiement de défibrillateurs ou encore la participation opérationnelle à la gestion des crises à la suite d'événements climatiques de forte intensité comme les inondations. Mais le Conseil Départemental prévient aussi de façon efficace la délinquance et la lutte contre la radicalisation. Ainsi, il est représenté de façon systématique aux différentes instances locales comme le Conseil Local de sécurité et de prévention de la délinquance, obligatoire dans chaque commune. Il participe également au Comité départemental de prévention et d'accompagnement des familles et l'adoption de son protocole de lutte contre la radicalisation.

En deux ans, le schéma directeur de la sécurité a permis au Département de se doter d'une direction structurée et d'un service dédié à la prévention de la délinquance. La très grande majorité des actions adoptées en 2016 ont été mises en œuvre ou sont en cours de mise en œuvre, c'est pourquoi, tout en assurant une continuité, il n'en demeure pas moins que cette politique doit être adaptée et amplifiée afin de continuer à anticiper les risques, à rendre efficiente la réactivité des services et à améliorer le quotidien des Essonniens.

Dans cette veine, la majorité départementale va poursuivre son ambition au travers des grandes orientations votées pour la période 2018-2021. Il s'agira en priorité d'assurer la sécurité de nos enfants. D'ici 2020, la totalité des 100 collèges de l'Essonne fera l'objet de travaux de sécurisation : caméras, alarmes intrusion, remise en état de clôtures pour un budget 9 millions d'euros. À partir de 2019, le Département aidera également les communes à s'équiper en vidéo-protection.

Depuis les attentats de 2015, le Conseil départemental a fait de la sécurité des Essonniens une de ses priorités. La protection de notre pays et de nos concitoyens est l'affaire de tous.

GROUPE ENSEMBLE POUR L'ESSONNE

01 60 91 90 52 / Pour joindre les élus de ce groupe : Groupe-EPE@cd-essonne.fr
Suivez-nous également sur twitter : @groupeEPE et facebook : Ensemble pour l'Essonne
Jean-Pierre BÉCHTER, Jérôme BÉRENGER, Michel BOURNAT, Dany BOYER, Guy CROSNIER, Laure DARCOS, François DUROVRAI, Dominique ÉCHAROUX, Sandrine GELOT, Aurélie GROS, Patrick IMBERT, Éric MÉHLHORN, Caroline PARÂTRE, Nicole POINSOT, Claude PONS, Sophie RIGAULT, Alexandre TOUZET, Caroline VARIN, Brigitte VERMILLET.

UDI, MODEM ET NON-INSCRITS

Pour une Essonne qui protège

Assurer la sécurité des Essonniens est une préoccupation partagée de tous. Pour la première fois, le Département se dotera d'une politique ambitieuse de sécurité et de prévention de la délinquance : sécurisation des sites départementaux, aides aux victimes, prévention des risques et de la délinquance, renforcement des aides aux communes (vidéoprotection, équipements des polices municipales), etc. Autant d'actions plébiscitées pour favoriser le bien vivre ensemble.

GROUPE UDI, MODEM ET NON-INSCRITS

01 60 91 90 67 / grpe.udimodemni91@gmail.com
Dominique BOUGRAUD, Marie-Claire CHAMBARET, Sylvie GIBERT, Nicolas MÉARY.

CITOYENS POUR L'ESSONNE

Trois nouveaux collèges

Le schéma directeur immobilier des collèges a prévu 200 M€ de crédits pour construire et améliorer les établissements de l'Essonne. Dans ce cadre, la construction de 3 nouveaux collèges a été votée lors de la dernière séance pour faire face à l'augmentation démographique importante des élèves : sur le secteur Viry-Juvisy, sur le secteur Corbeil-Villabé et sur celui de Massy. Le groupe CPE soutient résolument ce programme indispensable à des conditions d'apprentissage optimales.

GROUPE CITOYENS POUR L'ESSONNE

01 60 91 31 49 / citoyenspourlessonne@cd-essonne.fr
Olivier CLODONG, Dominique FONTENAILLE, Françoise MARHUENDA, Martine SUREAU.